

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Crise-systemique-globale-Les-quatre-points-individuels-de-defaillance-du-syste-me-mondial-au-second-semester-2010>

Crise systémique globale : Les quatre points individuels de défaillance du système mondial au second semestre 2010

Date de mise en ligne : mercredi 16 juin 2010

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

[GEAB N°46](#) , le 15 juin 2010.



L'actualité confirme chaque jour combien la crise systémique globale est désormais entrée dans sa phase de dislocation géopolitique mondiale, même si les médias ne commencent que timidement à interpréter les bouleversements historiques qui se déroulent sous nos yeux. Pour LEAP/E2020, la seconde moitié de 2010 va ainsi correspondre à une nouvelle inflexion en matière de dislocation géopolitique mondiale, caractérisée par une accélération des processus de décomposition stratégique, financière, économique et sociale autour de quatre points individuels de défaillance [\[1\]](#) du système international analysés dans ce GEAB N°46. Le contexte général reste celui décrit dans les GEAB précédents à savoir celui d'une reprise ... de la récession économique mondiale après un gel provisoire dû aux mesures de stimulation. Mais avant d'entrer dans le détail de ces anticipations sur le développement de la crise économique et financière au second semestre 2010, constatons que le début du mois de Juin 2010 offre deux exemples flagrants de l'effondrement accéléré du système global de ces dernières décennies : l'un en matière de gouvernance économique globale, l'autre en ce qui concerne la capacité des Etats-Unis à contrôler ses propres alliés.

Cette mise en perspective d'évènements récents, symptomatiques de l'accélération de la dislocation géopolitique mondiale, étant faite, les quatre points individuels de défaillance du second semestre 2010 [\[2\]](#) selon LEAP/E2020, sont les suivants :

- ▶ 1. La dette publique occidentale
- ▶ 2. L'austérité européenne
- ▶ 3. L'inflation chinoise
- ▶ 4. La décroissance US

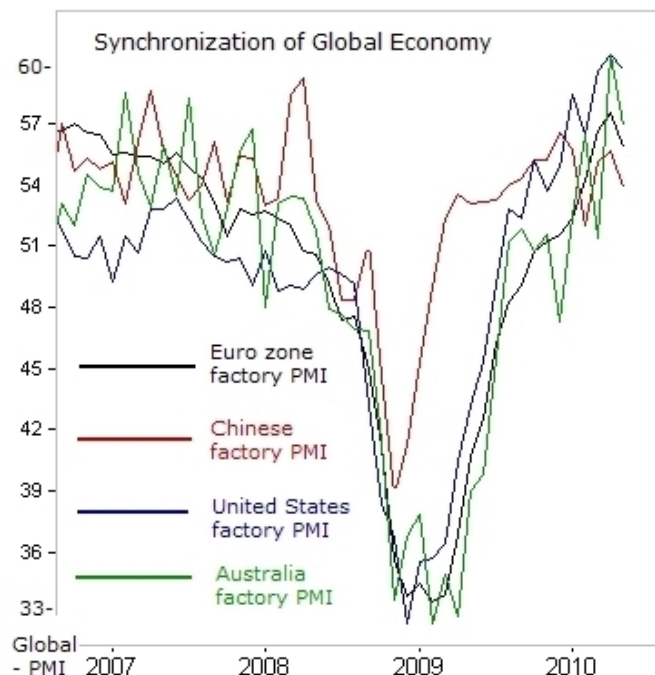
Chacun d'entre eux va être affecté par un choc majeur au cours du second semestre 2010 entraînant une crise sectorielle, régionale ou globale.

Dans ce communiqué public du GEAB N°46, notre équipe a choisi de présenter son anticipation sur le quatrième point individuel de défaillance du second semestre 2010, à savoir la décroissance US. Pour le reste, dans ce numéro du GEAB, les abonnés pourront découvrir un second extrait du manuel d'anticipation politique, consacré à la question des sources et des équipes de recherche, ainsi que des informations sur le nouveau cycle de formation à l'anticipation politique 2010-2011 réservé aux abonnés du GEAB. Enfin, nous développons nos recommandations en matière de bons municipaux US, de marchés financiers, de devises et d'immobilier notamment pour faire face aux chocs du second semestre 2010.

En terme de gouvernance économique globale, souvenons-nous qu'il y a seulement un an, le G20 prétendait établir une nouvelle gouvernance mondiale et les Etats-Unis croyaient pouvoir organiser ce nouveau système autour de leurs priorités [\[3\]](#). Or, les 3 et 4 Juin derniers, non seulement les ministres des Finances des pays du G20, réunis à Busan en Corée du Sud, n'ont pas pu s'entendre pour mettre en place une taxe bancaire mondiale (idée soutenue par Washington, Londres et l'Euroland) ; mais ils ont refusé la proposition étasunienne (en solitaire cette fois) de soutenir de nouveaux plans de stimulation économique [\[4\]](#), bottant en touche pour « décider » de laisser chacun faire ce qu'il pouvait ou ce qu'il voulait en fonction de ses moyens. On est bien loin des déclarations officielles d'il y a un an sur un G20 nouvel organe central de la gouvernance mondiale ; et on est au contraire en plein dans le « chacun pour soi » que notre équipe avait anticipé faute de remise en cause du Dollar US comme devise mondiale de

référence. En fait plus personne ne veut jouer le jeu global en fonction des règles américaines [5]. Et faute de nouveau « jeu commun », la solidarité internationale s'effrite à vue d'oeil. Cette situation ne va faire que s'amplifier dans les mois à venir, entraînant plus qu'un découplage, une vraie désynchronisation politique, sociale et budgétaire des principales puissances économiques de la planète entraînant en particulier des conséquences tragiques pour les opérateurs et les marchés dépendant du « bon fonctionnement » du système international. S'il y a bien une nouvelle phase de récession économique synchronisée (comme le montre le graphique ci-dessous), les contextes de chaque grande puissance sont désormais tellement différents qu'il ne peut plus y avoir de réponses communes ; d'autant plus que les Etats-Unis ne sont plus capables d'imposer un leadership.

La décroissance US : De l' « austérité populaire cachée » à l' « austérité fédérale imposée »



Synchronisation des phases de croissance et de décroissance de la production industrielle mondiale (indices PMI) (en noir, Eurozone / en rouge, Chine / en bleu, USA / en vert, Australie)

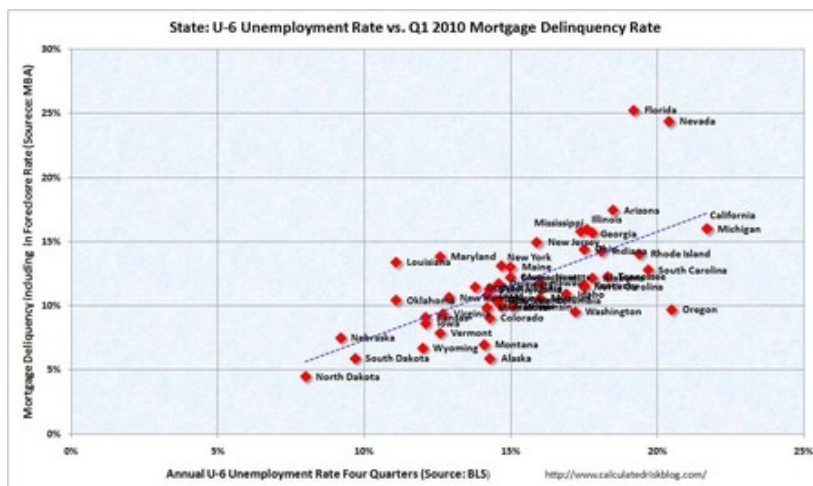
- Source : SirCharlot, 05/2010

Synchronisation des phases de croissance et de décroissance de la production industrielle mondiale (indices PMI) (en noir, Eurozone / en rouge, Chine / en bleu, USA / en vert, Australie) - Source : SirCharlot, 05/2010

Les élections intermédiaires (« mid-term elections ») de Novembre 2010 vont constituer le premier test électoral des Etats-Unis en crise. En effet, l'élection présidentielle de 2008 s'était déroulée dans un contexte marqué par l'effondrement de Wall Street (qui dynamisa le vote pour Barack Obama) mais sans que l'ensemble de la population américaine n'ait encore une vision précise de l'ampleur des dégâts économiques et sociaux qu'elle allait entraîner. Or, sur fond de fuite pétrolière sans fin dans le Golfe du Mexique et d'une grande désillusion sur l'aptitude de l'administration Obama à renverser les tendances négatives à l'oeuvre dans le pays (désindustrialisation [6], chute de la classe moyenne dans la classe défavorisée, saisies immobilières, chômage, surendettement des ménages, des collectivités locales et des Etats, angoisse sur l'ampleur croissante des déficits fédéraux, guerres sans fin en Irak et en Afghanistan, etc...) [7], la situation électorale est particulièrement explosive, comme nous l'avons déjà analysé dans le GEAB N°45, avec la montée en puissance des nouveaux sécessionnistes et du mouvement « Tea-Party ». Nous ne reviendrons pas ici sur ces analyses.

En revanche, il nous paraît nécessaire de souligner l'état de délabrement croissant de l'environnement socio-économique d'une grande majorité d'Américains, et ce pour deux raisons :

- ▶ d'une part, parce que c'est un facteur qui nous paraît déterminant pour anticiper les votes d'un grand nombre d'États-Uniens en Novembre 2010
- ▶ d'autre part, parce que c'est une réalité couverte de manière anecdotique uniquement par la plupart des grands médias étasuniennes et presque totalement ignorée par les principaux médias étrangers, notamment occidentaux [8]



Corrélation par Etats US entre le taux de chômage élargi (U6) et le taux d'hypothèques impayées au 1er trimestre 2010

- **Source** : Bureau of Labor Statistics / CalculatedRiskBlog, 05/2010

Cette crise au niveau des collectivités locales et des états est éclipsée par les problèmes des déficits fédéraux. Pourtant, elle est l'autre face de la même pièce, et une face qui va montrer dans le courant du second semestre 2010 qu'elle possède un double caractère explosif : électoral, comme le montreront les élections ; et financier, comme le prouveront les conséquences de la crise prochaine du marchés des « Munis », les titres des collectivités locales US (voir la partie « Recommandations » de ce numéro du GEAB).

Pour LEAP/E2020 la situation est pourtant claire : l'environnement direct d'une grande majorité d'Américains n'a cessé de se dégrader depuis 2008 quoi qu'en disent les statistiques et les experts fédéraux [9]. Le chômage réel se situe au minimum entre 15% et 20% [10] et atteint 30% à 40% dans les villes et régions les plus touchées par la crise [11]. Jamais autant d'États-Uniens n'ont été dépendants des bons d'alimentation du gouvernement fédéral qui contribue désormais à un niveau jamais atteint aux revenus des ménages US [12]. Parallèlement, les Etats sont obligés de multiplier les coupes budgétaires [13] et la suppression de services sociaux en tout genre, aggravant du même coup le chômage [14]. Et ces phénomènes se déroulent alors que l'impact du plan de stimulation économique de l'administration Obama est censé être à son maximum [15] !

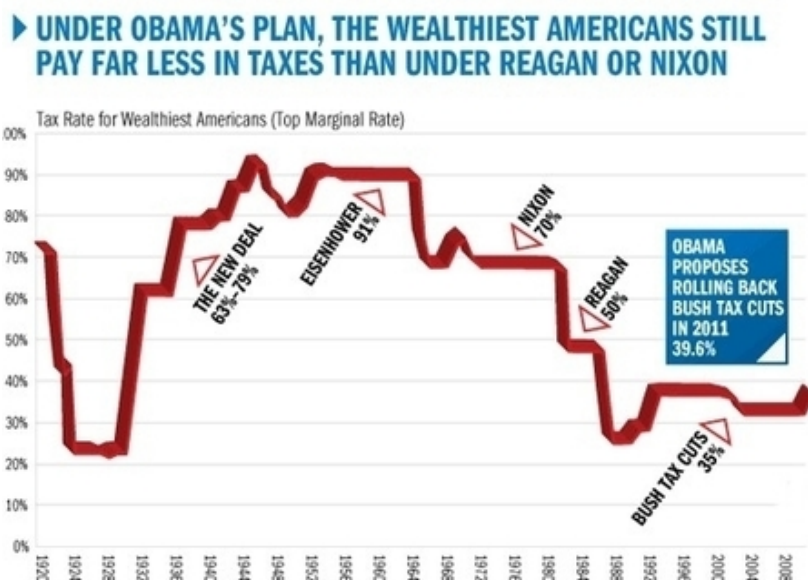
Il n'y a donc pas de quoi être surpris en apprenant que la consommation des ménages ne décolle pas, voire régresse, comme le montrent les ventes de détail du mois de Mai ; et que le marché immobilier continue sa descente aux enfers [16]. Les indicateurs avancés les plus fiables montrent d'ailleurs que l'économie américaine va repartir en décroissance au second semestre [17]. Loin des 3,5% de croissance annoncés par Ben Bernanke pour 2010, le pays sera bien chanceux selon notre équipe s'il enregistre un chiffre au dessus de zéro pour l'année en cours.

Car, contrairement au discours de Washington et Wall Street, l'austérité est en fait déjà là pour la grande majorité des États-Uniens qui n'ont plus de travail, et/ou plus de maisons, et/ou des dettes supérieures à leurs actifs, et qui ne peuvent plus payer l'université, les sorties et/ou les vacances à leurs enfants, sans même parler de la consommation quotidienne. En plus, dans de nombreuses localités [18], ils n'ont plus de ramassage de poubelles fréquents (ou bien



C'est ce que LEAP/E2020 appelle l' « austérité populaire rampante ». Elle constitue la principale composante de l'économie et de la société US réelles depuis deux ans. C'est elle qui incarne la fin du « consommateur US » que nous avons anticipée dès la fin 2006 pour cause d'insolvabilité. Cette insolvabilité a cheminé progressivement vers le haut, vers les acteurs du marché immobilier, vers les banques, vers les constructeurs automobiles. Et maintenant, en fin de stimulus économique, elle affecte les Etats, à nouveau les banques et enfin l'Etat fédéral car, suite à la mise en scène médiatique réussie de la « crise grecque », la peur de la faillite souveraine a conduit l'Eurozone et le reste du G20 à privilégier le rétablissement des équilibres budgétaires structurels et donc à bannir la poursuite de l'endettement public occidental [20]. Or, sans endettement public croissant, l'économie étasunienne est condamnée à une crise majeure puisque depuis deux à trois décennies, elle ne produit plus qu'une seule chose, à savoir de la dette, et qu'elle n'exporte plus que cette dernière. Le Dollar US n'est plus qu'une créance sur une économie totalement endettée.

Ainsi, en décidant de ne pas suivre la demande du Secrétaire d'Etat au Trésor US, Timothy Geithner, d'entamer un nouveau round de stimulation économique par l'endettement, le G20 a condamné Washington à devoir faire face à l'impensable pour les marchés mondiaux : annoncer une ère d'austérité budgétaire fédérale. Ironie de l'Histoire, cette démarche en négatif du G20 (en laissant faire chacun selon ses possibilités, les autres membres du G20 n'ont pas osé expliciter la nécessaire austérité US), rejoint directement les conséquences probables des élections de Novembre 2010 qui vont voir les électeurs américains porter des coups violents au système washingtonien et à ses deux grands partis (voir GEAB précédents), rendant non seulement possible mais nécessaire, pour les Démocrates et les Républicains, une telle « révolution mentale » ... s'ils veulent avoir une chance de l'emporter aux élections présidentielles de 2012. Pour notre équipe, les contraintes socio-politiques américaines internes convergent ainsi avec les pressions économico-financières externes au cours du second semestre 2010, rendant inévitables la mise en oeuvre du premier grand plan d'austérité budgétaire US depuis plus de soixante ans et la plus forte hausse de la pression fiscale depuis cinquante ans.



Niveau de pression fiscale sur les Américains les plus riches (1920 - 2010)

- Sources : CBO / EconIm, 05.2010

Les conséquences d'une telle (r)évolution sur l'économie US, les échanges commerciaux, les marchés financiers mondiaux, la valeur des actifs libellés en Dollars (au premier rang desquels les Bons du Trésor US) et le Dollar lui-même sont immenses. Nous y revenons dans la partie de ce GEAB N°46 consacrée aux recommandations. Il faut néanmoins garder à l'esprit que depuis 1945 (et peut-être même les années 1930), l'économie et la finance mondiales se sont fondées sur le mythe d'un moteur de croissance américain irrésistible qui, tout en pouvant connaître de courtes baisses de régime, restait néanmoins d'une fiabilité à toute épreuve. Si la faiblesse du filet social a toujours imposé aux Etats-Unis une forte croissance pour éviter que des millions d'Américains ne s'écrasent dans la pauvreté, nul doute que c'est encore plus vrai pour le système financier et monétaire mondial qui ne bénéficie lui d'aucun filet de secours. Si l'austérité grecque ou espagnole provoque de telles turbulences, imaginez ce qu'il va advenir avec l'austérité US qui devra imposer des coupes budgétaires d'au moins 1.000 Milliards sur 3 à 5 ans [21]. Ce type de nouvelles provoquera une remise en cause radicale du principal mythe sur lequel se fondent les marchés internationaux et le système économique et financier des dernières décennies, lui assurant une place éminente parmi les quatre points individuels de défaillance du système global au cours du prochain semestre.

Mardi 15 Juin 2010

Post-scriptum :

Notes :

[1] Un [point individuel de défaillance](#) (Single Point of Failure ou SPOF en anglais) est un point d'un système informatique dont le reste du système est dépendant et dont une panne entraîne l'arrêt complet du système. Le point individuel de défaillance a comme principale caractéristique de ne pas être protégé (redondant). Il est donc un risque pour la disponibilité du système. Dans la définition "Single Point of Failure", le mot anglais "Single" est le plus important et souligne le caractère unique et donc fragile du "composant". La notion de point individuel de défaillance est fortement liée à celle de service, dans la mesure où un problème sur le point concerné entraîne une interruption de service. Selon LEAP/E2020, l'approfondissement de la crise et le passage de ce nouveau point d'inflexion de la crise systémique globale au second semestre 2010 vont mettre en évidence des problèmes très graves au niveau de quatre points individuels de défaillance au sein du système international actuel. Les conséquences, à l'image d'un système informatique, seront de l'ordre du déni de service, c'est-à-dire, de crises majeures dans les domaines, régions et secteurs concernés.

[2] Nos lecteurs remarqueront que, à la différence des principaux médias anglo-saxons et de ceux qui les copient/collent dans les autres pays, nous n'avons pas résumé les risques mondiaux à venir à deux causes : la Grèce et l'Euro. Nous estimons même qu'ils ne font pas partie des points individuels de défaillance du système international : la Grèce car elle est marginale et n'occupe aucune fonction-clé du système, l'Euro car il n'a jamais été en risque d'effondrement et car, en deux mois, l'Euroland a mis en place les mesures qu'elle se refusait à prendre depuis une décennie, dont l'austérité fait d'ailleurs partie. Et c'est cette austérité qui selon notre équipe fait partie des quatre points individuels de défaillance du système mondial.

[3] LEAP/E2020 avait alors investi beaucoup d'efforts et de moyens (y compris une lettre ouverte en pleine page dans le Financial Times) pour souligner que le G20 ne pourrait constituer une solution alternative à l'effondrement de la gouvernance mondiale issue de l'après Seconde Guerre Mondiale que si le projet d'une nouvelle devise de réserve mondiale était mis sur le tapis, afin de s'assurer que tous les acteurs du G20 aient un intérêt à coopérer sur le moyen et long terme (voir les GEAB du premier semestre 2009). Or, Washington n'a rien voulu savoir et les Européens ont été incapables d'assumer leurs responsabilités pour proposer une telle nouvelle devise et associer ainsi leur poids à celui des Chinois, des Russes, des Indiens et des Brésiliens. Résultat un an plus tard : le chacun pour soi règne en maître et Washington n'est même plus capable de faire adopter ses propositions au G20 qui se transforme de facto en assemblée cachant de plus en plus mal un état croissant de désunion mondiale.

[4] Source : [GlobalEconomicAnalysis](#), 05/06/2010

[5] Source : [Alphaville](#), 05/06/2010

[6] En Avril dernier, les licenciements ont d'abord été le fait du secteur manufacturier, réfutant tout le discours sur une reprise tirée par les exports et l'industrie. Source : [Reuters](#), 21/05/2010

[7] [Le New York Times](#) du 04/06/2010 parle même d'un sentiment de chaos dans le pays.

[8] Il est en effet toujours étonnant de voir des médias faire des unes à répétition sur une manifestation de 7.000 personnes à Athènes pour rendre compte d'une mobilisation de la population contre les mesures d'austérité (voici un exemple parmi tant d'autres de ce type d'articles sur [CNBC](#) du 05/03/2010) ; tandis qu'aucun d'entre eux ne mentionne le fait que le gouverneur de l'Etat de New York annonce un chaos généralisé dans l'Etat du fait de coupes sombres dans les personnels de police, de justice, de santé, ... sur fond de protestations régulières de milliers de fonctionnaires de l'Etat. Source : [NYDailyNews](#), 10/06/2010 ; [New York Times](#), 09/06/2010

[9] Les nouveaux menus à 2\$ de TacoBell indiquent clairement la tendance à l'appauvrissement généralisé. Source : [USAToday](#), 14/05/2010

[10] En matière de chômage, il est utile de consulter cette liste des quinze entreprises US qui ont le plus licencié d'employés ces derniers mois pour comprendre la logique suicidaire de leur profitabilité. Sources : [CNNMoney/Fortune](#), 13/05/2010 ; [Gallup](#), 19/03/2010

[11] Sources : [MarketWatch](#), 08/06/2010 ; [CNNMoney](#), 05/06/2010

[12] Source : [USAToday](#), 26/05/2010

[13] Une demi-douzaine d'entre eux n'ont même plus les moyens de payer les crédits fiscaux dûs aux ménages et entreprises. Et trente-deux Etats vont devoir emprunter près de 40 Milliards USD en 2010/2011 pour pouvoir payer les indemnités de chômage. Sources : [New York Times](#), 02/06/2010 ; [GlobalEconomicAnalysis](#), 21/05/2010

[14] Le rapport de Mai 2010 publié à ce sujet par la [National League of Cities](#) montre l'ampleur du phénomène.

[15] Ces derniers mois, plus d'un million d'Américains ont arrêté de chercher du travail étant donnée l'absence d'opportunités. C'est ce qui permet au gouvernement fédéral de les sortir des statistiques et de proclamer que le taux de chômage baisse ... alors que de moins en moins d'Américains ont du travail. Source : [CNBC](#), 07/06/2010

[16] La consultation des dix graphiques sur ce sujet proposés par [DrHousingBubble](#) du 10/06/2010 est très parlante.

[17] Pour ceux qui croient encore que la croissance américaine est au rendez-vous des prochains trimestres, il est très édifiant de lire les 25 questions à se poser à ce sujet listées par [PrisonPlanet](#) du 25/05/2010 ; ou encore de consulter les 20 indicateurs proposés par [EconomicCollapse](#) du 02/06/2010.

[18] Sources : [CNNMoney](#), 01/06/2010 ; [SeekingAlpha](#), 11/06/2010 ; [USAToday](#), 12/06/2010

[19] Le US Postal Service ne livre plus le courrier que cinq jours par semaine au lieu de six auparavant. Source : [Washington Post](#), 24/03/2010

[20] Tout cela se déroule sur fond de hausse des taux d'intérêts de plusieurs banques centrales comme celles du [Canada](#), de l'[Inde](#), d'[Australie](#), du [Brésil](#), ... rendant donc de plus en plus improbable une capacité de vente des Bons du Trésor US à perte comme actuellement, sauf à multiplier les « coups » comme la Grèce chaque trimestre. Mais, en Europe comme en Asie, les pays candidats à ce type de « coups » s'appellent le Japon, la France, l'Italie, le Royaume-Uni soit des cibles trop proches ou trop dangereuses par leur capacité de nuisance.

[21] C'est une estimation basse de la part de notre équipe, dans une logique de similitude avec les autres pays occidentaux, sachant que le budget de la Défense et les programmes sociaux seront les plus touchés.